

BULLETIN DU CHTV N° 1, JUILLET 1981

« Remarques sur la lenteur du développement de la télévision en France »

Par Pierre Albert



Remarques sur la lenteur du développement de la télévision en France

Communication de Pierre Albert, lors de l'Assemblée Générale du Comité d'Histoire de la Télévision, le 26 mai 81.

Historien de la presse, tout naturellement conduit pour mon enseignement et pour les travaux de certains de mes étudiants à l'étude des médias audiovisuels, j'éprouve quelque gêne à parler devant vous du passé de notre télévision et à vous faire la leçon d'une histoire dont vous connaissez mieux que moi les épisodes.

La vision de l'universitaire apparaît toujours aux professionnels un peu neuve ; son approche des réalités leur semble souvent maladroite et ses réflexions sont jugées trop abstraites pour rendre un compte exact de la complexité des choses. Cependant, puisque, praticiens opératifs, vous avez souhaité le principe d'une collaboration suivie avec les chercheurs spéculatifs, et pour poursuivre devant vous la réflexion entamée par Jean-Noël Jeanneney sur la nécessité et les mérites de ce type d'échanges, j'oserai soumettre à votre attention et à vos critiques, non pas le résultat d'une recherche originale, mais quelques remarques générales sur l'évolution de notre télévision et sur quelques-uns de ses aspects qui, par comparaison avec ceux de nos voisins, caractérisent son originalité et débouchent sur une problématique spécifique au cas français dont mon collègue A.J. Tudesq et moi avons esquissé les grandes lignes dans notre petit précis de la collection *Que sais-je ?* (P. Albert et A.J. Tudesq - Histoire de la Radio-Télévision Q.S.J. n° 1094 - PARIS P.U.F 1981 - 127 p.)

Mon propos, schématique dans sa rapidité, s'organisera autour d'une constatation d'évidence, celle de la lenteur du développement de notre télévision, lenteur perceptible en terme de retard par rapport à celle de nos voisins du Nord et de l'Est. Il conduira à une série d'interrogations sur les causes de ce retard : questions ouvertes qui, par leur ampleur, ne peuvent évidemment pas espérer trouver jamais de réponses globales, questions surtout prématurées car, ne se fondant pas sur les données acquises au terme d'une recherche approfondie, elles sont nées à partir d'indices disparates recueillis au cours d'une observation superficielle ou déduits d'une réflexion encore mal assurée.

La lenteur du développement de la télévision française est une donnée incontestable. Passons sur la période des débuts : déjà pourtant, en 1939, notre télévision était en retard par rapport à celle de l'Angleterre et de l'Allemagne, sinon du point de vue technique, du moins pour le nombre de récepteurs et la durée des programmes, et après la Libération on ne profita guère de la chance fournie par l'émetteur de 441 lignes de la Tour Eiffel et par les studios de la rue Cognacq Jay, maintenus en état de fonctionner.

Sans parler des lointains États-Unis ou du Japon et pour en rester à l'Europe occidentale, la télévision reprit ses émissions en 1946 en Grande-Bretagne : 5 ans plus tard on y comptait 1 million de récepteurs et on atteignit les 10 millions en 1960 au terme de 14 ans. En Allemagne, la 1re chaîne nationale commença seulement

à Noël 1952 : le premier million fut atteint en 5 ans en 1957 et les 10 millions en 12 ans en 1964. En Italie, le programme national débuta en 1954 : le premier million fut atteint en 4 ans et les 10 millions en 1972 en 18 ans. En France, et si l'on fait vraiment commencer la télévision en 1949 avec la mise en place des 819 lignes, il fallut attendre 10 ans pour atteindre le premier million et 20 ans pour arriver aux 10 millions en 1969.

En 1960 on comptait 4,7 habitants pour un poste récepteur en Grande-Bretagne, 6,3 en Suède, 12 en Allemagne, 15 en Hollande et en Belgique, 17 en RDA et en Tchécoslovaquie, 23 en Italie et plus de 24 en France.

En 1970, les chiffres étaient de 3,3 habitants par récepteur en Grande-Bretagne, 3,5 en RDA, 3,7 en Allemagne fédérale, 4,1 en Hollande, 4,7 en France, 5,5 en Italie.

Le retard ne sera pratiquement comblé qu'en 1980 où les chiffres étaient de 2,7 en Tchécoslovaquie, 2,8 en Suède, 2,9 en Allemagne de l'Ouest et de l'Est, 3 en Grande-Bretagne, 3,1 en France, 3,5 en Belgique.

Même retard pour la multiplication des chaînes. L'Angleterre a eu sa seconde chaîne dès 1955 et sa troisième en 1964 ; pour l'Allemagne les dates sont de 1963 et de 1964 ; pour la France de 1964 et de 1973.

Autre indice de ce retard, la coloration des récepteurs a été plus lente en France : en janvier 1980, 70 % des récepteurs sont en couleur en Grande-Bretagne, 60 % en Allemagne, 55 % en Belgique et 45 % seulement chez nous.

On pourrait aussi constater un retard équivalent quant à la durée des programmes offerts mais ici je n'ai pas su où retrouver une suite de données caractéristiques.

Aborder ainsi l'histoire de la télévision en France par le biais de son retard est une bien curieuse démarche, car c'est évidemment la nouveauté du phénomène et l'expansion de son marché qui retient en priorité l'attention. Je crois cependant que cette perspective dans sa relative originalité permet de nuancer utilement la vision traditionnelle de l'évolution de la télévision et conduit à poser les grands problèmes de son développement.

Cette perspective a d'abord l'avantage de faciliter l'intégration de l'histoire de la télévision dans l'histoire globale. Sans chercher à développer ici mon propos, je me contenterai d'indiquer que cette lenteur évoque bien d'autres correspondances : la lenteur de la généralisation de la radio avant guerre (en 1939, il y avait, grosso modo, moitié moins de récepteurs de radio en France qu'en Grande-Bretagne ou en Allemagne) ; la stagnation du marché de la presse écrite après 1919 ; le retard du téléphone et, d'une manière plus générale, la faiblesse de la consommation des biens culturels (théâtre, cinéma, bibliothèques et livres) depuis la première guerre mondiale et plus encore depuis la fin de la seconde. La lenteur du développement de la télévision n'est donc pas un phénomène isolé et ses causes ne lui sont pas spécifiques.

L'autre intérêt de cette perspective est, qu'en conduisant à rechercher les causes de cette lenteur, et en portant donc l'attention plus sur les résistances que sur les novations, plus sur les freins que sur le moteur, elle peut enrichir notre problématique pour le passé comme pour le présent.

Je terminerai mon exposé en passant, trop rapidement, en revue les facteurs de cette résistance du marché français, en vous priant d'excuser ce que ces réflexions peuvent avoir de schématique et donc exiger de nuances complémentaires.

Les facteurs techniques

La France n'a jamais été en retard en ce domaine mais on peut s'interroger si, au contraire, elle n'a pas subi, en quelque sorte, les effets pervers d'une certaine technologie ; le choix du 819 lignes en 1948 en renchérissant le coût de la production et le prix de vente des récepteurs n'a certainement pas facilité l'expansion. En orientant les efforts des sociétés productrices de matériel vers la conquête des marchés étrangers, ce choix les a, en partie, détournées de la satisfaction prioritaire des besoins du marché français. N'en est-il pas de même aujourd'hui avec les procédés de télétexte ? Peut-on aussi évoquer le Concorde ?

Plus généralement ne nous trouvons-nous pas ici confrontés à l'une des caractéristiques essentielles du système de production français où les corps d'ingénieurs exercent une influence proportionnellement plus grande que chez nos concurrents anglo-saxons et germaniques où la novation technique est beaucoup plus vite prise en charge par les services commerciaux ?

Les facteurs économiques

La France des années cinquante n'a pas accordé la priorité aux investissements nécessaires à l'expansion de la télévision : la lenteur de la mise en place du réseau des réémetteurs est, à l'évidence, la cause première du retard de l'extension du marché. En 1949, 7 % seulement des Français peuvent recevoir la télévision ; en 1958, la moitié d'entre eux en est encore privée ; il faudra attendre 1965 pour que la première chaîne soit enfin accessible à tous. (Encore aujourd'hui la coloration de la première chaîne n'est pas généralisée, 14 ans après ses débuts sur la seconde chaîne). Les choix qui expliquent ce retard essentiel, qui peut être opposé à la rapidité de l'Allemagne en particulier, ont été essentiellement politiques, mais on peut se demander si les capacités de notre économie pour les investissements, et de notre industrie pour la production des matériels, n'ont pas pesé sur eux.

En réalité, le problème posé est celui du financement de la télévision dans son ensemble : nos connaissances sont encore balbutiantes en la matière mais il apparaît évident, que, même en faisant part aux désordres et aux erreurs de la gestion financières de la R.T.F. et de l'O.R.T.F., les ressources de la télévision ont été insuffisantes : le refus de la publicité de marque jusqu'en 1968 est sans doute à prendre en compte comme les insuffisances de la redevance, conséquence du petit nombre des récepteurs, et les réticences du pouvoir politique à financer l'expansion de l'audiovisuel sur les fonds publics.

Les facteurs socioculturels

Ici aussi nos connaissances sont bien incertaines et la subtilité des données à prendre en compte est un redoutable obstacle à l'analyse de leurs effets. On peut cependant croire que bien des réticences devant la télévision qui ont pourtant été constatées aussi dans les pays occidentaux, ont été en France beaucoup plus fortes et au total plus efficaces. La centralisation de notre système éducatif et ses traditions pédagogiques ont sans aucun doute joué un rôle essentiel. Il faut aussi tenir en France un compte plus grand de la pression exercée par le "pouvoir intellectuel" sur les programmes : le souci, si souvent formulé, de préserver le rôle culturel de la télévision, pour justifié qu'il soit, a privé la télévision française, pendant longtemps, des succès un peu démagogiques de la télévision américaine que l'I.T.A. a introduits en Grande-Bretagne. On pourrait ici faire un parallèle très significatif de la relative stagnation de la télévision avec celui de la presse écrite française qui, en se privant des organes d'une presse populaire, bon marché et vulgaire, a réduit fortement, après la guerre de 1914-1918, l'importance de son marché ; On pourrait aussi, je crois, étudier de ce point de vue le rôle des émissions sportives et l'évolution de leur importance relative en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Les facteurs politiques

Ils ont, en France, été essentiels. La télévision est d'abord une institution et son sort dépend du rôle que le pouvoir politique entend lui faire ou lui laisser jouer. Sans vouloir exposer l'attitude des pouvoirs politiques de la IV^{ème} puis de la V^{ème} République dans l'institutionnalisation de l'audiovisuel, ni rouvrir ici le débat du monopole et du service public, on peut essayer de mesurer, à travers les incertitudes de son statut, les effets sur le marché de la télévision, de l'incapacité des régimes à prendre en compte les besoins réels de la télévision en tant que telle. Ils ne l'ont trop souvent considérée qu'au travers des intérêts du monde politique. Les effets d'une telle attitude qui ne peuvent être réellement appréciés que par comparaison avec les modèles

étrangers, anglais mais aussi tout particulièrement allemand_, me paraissent, schématiquement, avoir été de trois ordres.

Au point de vue économique d'abord, ils ont, et nous l'avons déjà évoqué, réduit les chances d'une expansion plus rapide de l'audience en retardant le financement des infrastructures.

Au point de vue des institutions de l'audiovisuel, malgré la différence fondamentale de leur approche de la télévision, la IVe et la Ve République ont curieusement maintenu, dans la confusion du provisoire pour la première, et dans le désordre créé par la succession de ses quatre statuts successifs pour la seconde, une politique comparable : leur refus de l'autonomie du système et le maintien d'une tutelle administrative contraignante ont conduit à une sorte d'instabilité chronique des structures et des responsables, qui ont trop souvent été détournés de leurs tâches essentielles de gestion et d'administration. De fait la télévision a toujours été l'objet de débats de circonstances et trop rarement l'instrument d'une politique à long terme.

On a l'impression que son histoire se fragmente en épisodes : elle y gagne en pittoresque ce qu'elle perd en stabilité.

Au point de vue des programmes, l'effet premier de la politique imposée par le pouvoir a été, dans le cadre de l'excès de centralisation du monopole, le refus de la concurrence. Ce n'est qu'en 1975 qu'a été admis le principe que les deux premières chaînes n'avaient plus à être complémentaires. Quand on sait combien en Grande-Bretagne la rivalité entre les chaînes de la B.B.C. et celle de l'I.T.A., combien en Allemagne la décentralisation de l'A.R.D. puis la concurrence de la Z.D.F. ont contribué à la diversification des programmes et à l'accroissement de l'audience, on peut s'interroger sur les effets, positifs et négatifs, de cette politique en France.

Au terme de ces réflexions, aucune conclusion ne s'impose. L'histoire de notre télévision est à faire et mon propos se voulait simplement une contribution à notre réflexion commune : je souhaite seulement qu'il puisse confirmer la nécessité de conserver présent à l'esprit que notre télévision doit être étudiée, en tenant compte de ses caractères spécifiquement nationaux, ce qui à la fois exige le recours à l'histoire comparative et impose la plus grande réserve quant à l'adoption, pour son étude, des modèles d'analyse étrangers.

Pierre ALBERT

Professeur à l'Université de Paris II